



Mardi 13 Décembre 2011

Avec force de grèves, manifestations,
refusons l'austérité, exigeons une
juste répartition des richesses !

Alors que l'ensemble des peuples européens sont confrontés à des politiques d'austérité, que les marchés financiers piétinent les élections démocratiques en "choisissant" des présidents "à leurs bottes", que la plupart des dirigeants en responsabilités politiques courbent l'échine devant les exigences financières des "banquiers", le monde du travail, l'ensemble des salariés, leurs familles, ont pour devoir de défendre "becs et ongles" leurs droits, l'avenir des futures générations : les peuples, en France, comme partout en Europe, sont en état de légitime défense face aux desseins de quelques affairistes qui sacrifient nos vies, l'avenir de nos enfants, pour préserver, renforcer leurs privilèges.

Il est de la responsabilité de chaque salarié de prendre en mains son avenir, celui de sa famille en refusant de prendre pour argent comptant les discours culpabilisants assénés au quotidien pour opposer la population, pointant du doigt telle ou telle catégorie socio professionnelle, mais jamais la responsabilité du grand patronat, **en s'organisant avec ses camarades de travail, avec la CGT, dans l'action collective pour porter l'exigence d'autres choix.**

PROFITS 6 MOIS 2011 DES 40 ENTREPRISES FRANÇAISES DE LA BOURSE (CAC 40) : + 10 %, ATTEIGNANT 46 MILLIARDS D'EUROS : L'ÉQUIVALENT DE 2 555 000 EMPLOIS À 3000 EUROS PAR MOIS !

- **LES MUTUELLES, LES ASSURÉS SERAIENT TAXÉS DE 2,2 MILLIARDS D'EUROS EN 2012.**
- **4,5 MILLIARDS D'EUROS, MONTANT DONT BÉNÉFICIE LE PATRONAT SUR LA DÉFISCALISATION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES.**

172 MILLIARDS D'EUROS PAR AN : LA COUR DES COMPTES DÉVOILE LE MONTANT DES AIDES DE TOUTE NATURE AU BÉNÉFICIE DES ENTREPRISES CHAQUE ANNÉE, AU TITRE DE L'EMPLOI !... SANS AUCUN CONTRÔLE !

Il est inacceptable, intolérable, de voir progresser la pauvreté, l'exclusion, alors que les richesses augmentent continuellement : + 2 000 000 de millionnaires recensés en France, avec des fortunes en augmentation par les choix gouvernementaux de baisser leurs impôts (ISF).

Avec pour seul souci de satisfaire les attentes des affairistes du monde de la finance, le gouvernement décide de mesures draconiennes contre les familles avec baisse des allocations familiales (500 M d'euros) ; augmentation des impôts au travers du gel du barème d'imposition (+ 1,7 M d'euros) ; recul des droits retraite (100 M d'euros) ; réduction droits santé (700 M d'euros) ; hausse de la TVA (18 milliard d'euros), etc.....

Les salariés paieraient la facture de 7,7 milliards contre 1,9 milliard pour les entreprises et hauts revenus (une goutte d'eau par rapport aux cadeaux fiscaux faits les années précédentes).

- L'urgence est à imposer des choix conformes à nos intérêts collectifs.
- L'urgence est à répartir les richesses pour relancer l'économie avec la revalorisation des salaires, des classifications.
- L'urgence est au gel des 170 milliards d'aides pour les utiliser à créer des emplois, réduire/supprimer la pénibilité au travail : 170 milliards d'euros, ce sont 5 000 000 emplois à 3000 € par mois ; des emplois utiles pour donner un avenir à la jeunesse, pour réduire la pénibilité du travail dans l'entreprise : avec ces salaires/emplois, ce sont près de 80 milliards d'euros qui alimenteraient les caisses de notre protection sociale.
- Relancer l'économie, ça passe par l'augmentation des salaires, des pensions de retraite, par des emplois stables, qualifiés, garantis sur la vie avec une politique de ré-industrialisation nationale.

Mardi 13 décembre, la voix des salariés, de leurs familles, comptera pour exiger la satisfaction de ces revendications.

Chez Michelin

la prime Sarkozy du mois de novembre ne doit pas nous faire oublier que l'entreprise, lors de la première réunion de négociation sur les salaires du 3 novembre à Paris, a décidé de ne pas reconduire la revalorisation de 200 € pour les agents notés de 1 à 5, comme ce fut le cas l'an passé.

La négociation portant sur la pénibilité a été du même acabit, l'entreprise demande aux salariés de s'autofinancer la réparation à travers des temps partiels alors que c'est l'entreprise la seule responsable de l'usure prématurée des salariés et que le personnel concerné demande des départs anticipés.

Faisons du 13 décembre -jour de l'appel national et de la deuxième et dernière réunion sur les salaires- une grande journée d'action et de grève pour faire entendre nos revendications sur les salaires : + 350 € pour tous et un mini garanti avec pour base le SMIC à 1700 €. C'est dans la lutte que nous gagnerons !

**Le Syndicat CGT appelle les salariés
toutes catégories confondues à faire grève**

Mardi 13 décembre

**Arrêts de
Travail**

Equipe A et 2 X 4 ⇨ partir de 11 h.
Equipe B ⇨ à la prise de poste
Equipe C ⇨ la veille ou le jour-même

**pour
participer au**

**RASSEMBLEMENT
Place de Jaude
de 11 h à 14 h**